

## Lettre d'invitation du président António Costa aux membres du Conseil européen

Comme je vous en ai déjà fait part, j'ai le plaisir de vous inviter à une séance de réflexion informelle consacrée au thème de la défense européenne, qui aura lieu le 3 février au château de Limont, près de Bruxelles.

Je suis convaincu que nous portons tous un regard similaire sur les menaces auxquelles l'Europe est aujourd'hui confrontée. L'agression de la Russie contre l'Ukraine a ramené sur notre continent la guerre de haute intensité, qui viole les principes fondamentaux du droit international et menace la sécurité européenne, à laquelle sont associées des attaques hybrides et des cyberattaques croissantes contre les États membres, leurs économies et leurs sociétés. La paix en Europe dépend de l'obtention par l'Ukraine d'une paix globale, juste et durable. Le contexte géopolitique, également marqué par la situation au Moyen-Orient, restera tendu dans un avenir proche.

L'objectif de notre réunion est de préparer le terrain pour les décisions que nous aurons à prendre et de fournir des orientations à la Commission et à la haute représentante, chargées de l'élaboration d'un livre blanc sur l'avenir de la défense européenne, qui portera sur les initiatives conjointes en matière de défense et les ressources nécessaires pour les mettre en place. Comme le prévoit le programme des dirigeants, mon objectif est de revenir sur la question de la défense lors du Conseil européen de juin 2025.

Je propose que notre discussion se fonde sur deux grands principes.

Premièrement, *l'Europe doit assumer une plus grande responsabilité pour sa propre défense*. Elle doit devenir plus résiliente, plus efficace, plus autonome et être un acteur plus fiable dans le domaine de la sécurité et de la défense. Ce faisant, elle deviendra également un partenaire transatlantique plus fort, y compris dans le cadre de l'OTAN, dans le plein respect de la politique de sécurité et de défense de certains États membres et compte tenu des intérêts de tous les États membres en matière de sécurité et de défense.

Ces dernières années, les États membres ont déjà augmenté leurs dépenses nationales en matière de défense. Nous savons toutefois que des investissements supplémentaires considérables dans le domaine de la défense sont nécessaires pour reconstituer les stocks, améliorer notre préparation en matière de défense face à un large éventail de menaces – en mettant l'accent sur les priorités stratégiques et les lacunes en matière de capacités critiques – et renforcer la base industrielle et technologique de défense européenne en conséquence.

Deuxièmement, les États membres seront toujours responsables de leurs forces armées. Dans le même temps, *nous avons un intérêt commun à coopérer plus étroitement au niveau européen* afin de maximiser les économies d'échelle et de réduire les coûts, de garantir l'interopérabilité, d'assurer une demande stable et à long terme – de manière à apporter plus de prévisibilité à notre industrie – et d'éviter les doubles emplois. Le niveau d'investissement, y compris dans la recherche et le développement, nécessaire pour renforcer nos capacités n'est pas accessible aux États membres agissant chacun de leur côté. En outre, une défense efficace est un "bien commun" qui profite à tous les Européens.

L'augmentation des investissements dans le domaine de la défense doit aussi contribuer à renforcer la compétitivité économique globale et la cohésion de l'Union européenne grâce à un secteur industriel capable de développer son excellence technologique dans l'ensemble de l'Union européenne et de contribuer à la création d'emplois. L'objectif consistant à renforcer la défense européenne devrait être pris en considération dans toutes les politiques pertinentes de l'Union.

Afin de préparer les prochaines étapes, je suggère d'axer notre discussion sur les questions suivantes:

- Quelles devraient être – et comment définissons-nous – les capacités de défense qu'il nous faut en priorité développer de manière collaborative, en raison de leur importance pour la sécurité collective de l'UE?
- Acceptons-nous de dépenser davantage et mieux ensemble? Comment accélérer la mobilisation de financements privés et à l'aide de quels instruments de l'UE? Comment utiliser au mieux le budget de l'UE à court, moyen et long terme? Compte tenu des besoins de financement considérables, quelles options communes supplémentaires peuvent être envisagées?
- Comment renforcer et approfondir encore les partenariats existants? Quels devraient être nos objectifs et nos priorités avec

les partenaires européens non membres de l'UE?

J'ai invité le secrétaire général de l'OTAN à se joindre à nous pour le déjeuner. Nous aurons ainsi l'occasion de débattre des questions les plus urgentes en matière de défense, en particulier notre soutien à l'Ukraine, ainsi que de la coopération entre l'UE et l'OTAN.

Le Premier ministre du Royaume-Uni se joindra à nous pour un dîner de travail en prévision du sommet UE-Royaume-Uni qui se tiendra plus tard dans l'année. À l'occasion de ce dîner, le Premier ministre Starmer rencontrera pour la première fois les 27 dirigeants. Le Royaume-Uni est un partenaire essentiel de l'Union européenne, notamment dans le domaine de la défense. Notre débat se concentrera, je pense, sur cette dimension de notre relation.

Pour ce qui est du déroulement, notre réunion débutera à 11 heures par un échange de vues avec la présidente du Parlement européen. Nous tiendrons ensuite un premier débat à 27, suivi du déjeuner avec le secrétaire général Rutte, puis une deuxième session entre nous avant le dîner avec le Premier ministre Starmer.

Enfin, je tiens à remercier le Premier ministre Tusk pour son étroite coopération dans la préparation de cette réunion.

J'attends avec intérêt nos discussions du 3 février.

- [Lettre d'invitation du président Costa](#)

**Bureau de presse - Secrétariat général du Conseil de l'UE**

Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUXELLES - Tel.: +32 (0)2 281 6319

[press@consilium.europa.eu](mailto:press@consilium.europa.eu) - [www.consilium.europa.eu/press](http://www.consilium.europa.eu/press)